

LES A-COTÉ DE L'AFFAIRE BOLO : MM. LENOIR ET DESOUCHES ARRÊTÉS

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2556. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Jeudi
25
OCTOBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens - Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

COMMENT M. BOITEUX CAPTURA LE "L-49"

M. Boiteux, dit Bourbaki, a couché en joue, avec un vieux lefauchoux, le commandant Gayer, prêt à détruire le dirigeable. Il l'a contraint à jeter son revolver, braqué sur le "L-49", et à faire "kamerad".

Reconstitution photographique de la scène par notre envoyé spécial



M. BOITEUX A POSÉ A L'ENDROIT OU IL A MIS EN JOUE LE COMMANDANT, FIGURE ICI PAR UNE SILHOUETTE NOIRE

Notre envoyé spécial a reconstitué exactement la scène qui s'est déroulée à Serqueux, près de Bourbonne-les-Bains, le 20 octobre, à huit heures et demie du matin. Il a accompagné jusqu'au "L-49" M. Boiteux qui, dans le même costume, a repris la même

pose devant le dirigeable. Le commandant, qui avait tiré une première balle, est représenté à l'endroit où il se trouvait lors de sa reddition. La trajectoire de la balle et le point où elle toucha l'aéronef sont indiqués par une ligne pointillée et un rond blancs

LES ALLEMANDS AVAIENT JETE DANS LA BATAILLE TOUTES LEURS RESERVES DE SECTEURS

ILS SE SONT DONC TROUVÉS DANS L'IMPOSSIBILITÉ
DE TENTER LA MOINDRE RÉACTION

Le bilan de notre victoire: une position fort importante, d'une part; d'autre part, plus de 8.000 prisonniers, 70 canons et 80 mitrailleuses.

Les dépêches allemandes d'aujourd'hui reconnaissent, parce qu'il y a des cas où le mensonge est impossible, la perte des villages d'Allemand, de Vaudesson et de Chavignon. Mais, par compensation, elles supposent que nos attaques se seraient étendues, à l'est, jusqu'à la région d'Ailles, où elles auraient naturellement été repoussées. Ce n'est là qu'une grossière et absurde invention.

L'absence de réaction immédiate indique que l'ennemi avait engagé dans la bataille non seulement la garnison des tranchées, mais toutes ses réserves de secteurs, soit en tout huit divisions, dont deux de la garde. C'est là, pour un front

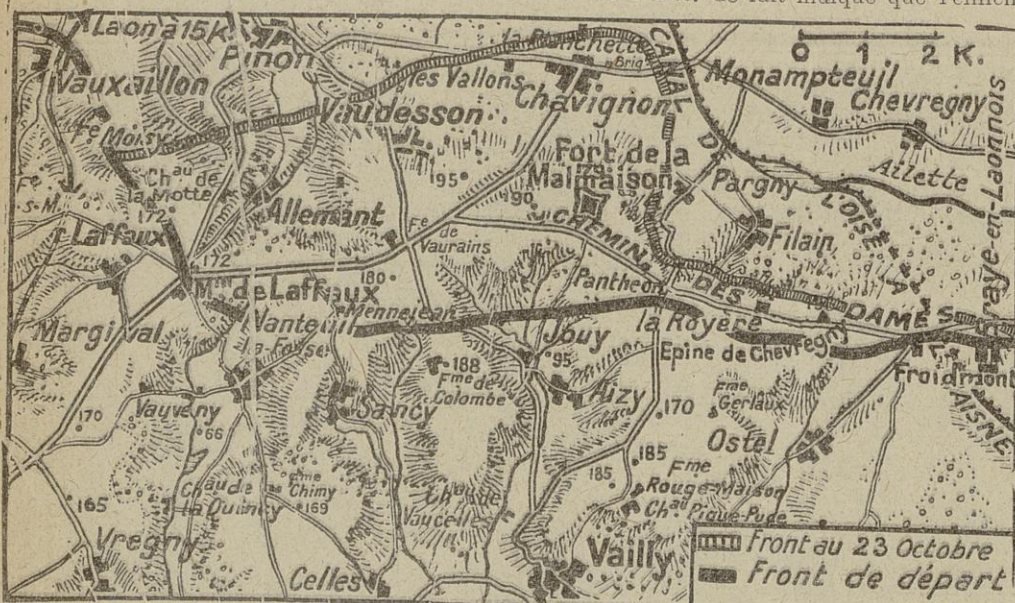
et que l'hivernage en ces conditions s'annonce pour eux comme particulièrement dur.

Jean VILLARS.

Le général Pershing assistait à la bataille

FRONT FRANÇAIS, 24 octobre. — Il se confirme aujourd'hui que les Allemands, dès le début de notre préparation d'artillerie, avaient amené dans la région des Plateaux des renforts importants, qui ont été très éprouvés dès leur entrée dans la zone arrière.

Ces renforts étaient constitués par des divisions d'élite. Ce fait indique que l'ennemi



de huit kilomètres environ, une densité extrêmement forte, qui prouve que les Allemands étaient décidés à arrêter notre attaque par tous les moyens possibles. Leur défaite complète n'en est que plus significative.

Il est probable qu'ils feront au moins un effort pour la réparer, si toutefois ils disposent encore de réserves stratégiques qui ne soient pas retenues en Flandre par les menaces de l'offensive britannique.

La position que nous avons conquise, outre qu'elle nous donne des vues jusqu'à Laon, expose en effet à de redoutables tirs d'enfilade toutes les lignes établies sur les contre-pentes du Chemin des Dames, jusqu'au plateau de Craonne.

Mais, comme avant l'arrivée de leurs réserves nous aurons eu le temps de remettre la position en état de défense, il y a tout lieu de croire que cette tentative, si elle se produit, ne procurera à l'ennemi que de nouvelles pertes, qui s'ajouteront aux pertes déjà considérables qu'il a subies avant-hier.

Si l'on tient compte, en outre, des progrès incessants des troupes franco-britanniques en Flandre, que les contre-attaques de l'ennemi n'arrivent pas à enrayer, on est conduit à conclure que la situation des Allemands sur le front occidental est devenue des plus précaires.

SWOBODA ÉTAIT BIEN UN OFFICIER ALLEMAND

L'épilogue d'une histoire déjà ancienne. — L'incendiaire de la "Touraine" est arrêté comme espion à Zurich.

Une dépêche de Genève nous annonce que Swoboda, le fameux Swoboda, convaincu d'être en réalité un officier allemand, vient d'être arrêté à Zurich sous l'inculpation d'espionnage.

On n'a pas oublié les faits qui, il y a quelque dix-huit mois, donnèrent à ce nom une notoriété peu enviable.

Le 7 mars 1915, un incendie éclatait à bord du paquebot la *Touraine*, qui regar-



SWOBODA

gnait la France, venant d'Amérique. Cet incendie fut éteint, et le paquebot put arriver à bon port. Mais on avait eu l'impression que cet incident de traversée n'était pas le fait du hasard. Il s'agissait, croyait-on, d'un attentat, et l'enquête, minutieusement menée, aboutissait peu après à l'arrestation, dans un hôtel de la rue de Rivoli, de l'incendiaire présumé. C'était un passager de la *Touraine* qui s'était fait inscrire à bord sous le nom de Raymond Swoboda, Américain, employé de banque. Des conversations imprudentes qu'il avait

tenues pendant la traversée l'avaient rendu suspect. Une perquisition opérée dans sa chambre ne fit que confirmer les soupçons, ou, pour mieux dire, les changer en certitude. Swoboda fut donc arrêté.

Un complément d'enquête apporta de nouvelles preuves. Swoboda avait habité Paris ou — plus exactement — ses environs. Il était, en effet, locataire à Viroflay d'une villa où il vivait en compagnie d'une amie. Dans les papiers découverts à cette villa, on trouva même une photographie du pseudo-Américain en uniforme d'officier allemand.

Enfin, on découvrit que le vrai nom de Swoboda était en réalité celui de Schwindt. Une instruction ouverte contre lui par le commandant Julien, rapporteur auprès du 2^e conseil de guerre, souleva une question de fait : à quelle nationalité appartenait l'inculpé ?

Il fut impossible de prouver que ses allégations — il prétendait être Américain — étaient fausses. En conséquence, on dut se borner à prendre contre lui un arrêté d'expulsion. Il fut reconduit à la frontière suisse.

Depuis, il s'était fixé à Genève. Il y faisait, au profit de l'Allemagne, de l'espionnage et de l'accompagnement de denrées. Ces petites occupations furent interrompues par une dénonciation appuyée du témoignage formel d'un sujet suisse qui, ayant beaucoup connu Swoboda — il ne s'appelait pas ainsi, alors — à Shanghai, le reconnut de la façon la plus certaine pour un officier allemand.

Faut-il ajouter que Swoboda ne porte, dans l'armée allemande, ni le nom de Swoboda, ni celui de Schwindt ? Son vrai nom est connu des autorités suisses, qui ne l'ont pas encore divulgué.

Le nouveau ministre de Roumanie à Paris

Le nouveau ministre de Roumanie à Paris, M. Antonesco, présentera prochainement ses lettres au président de la République, son prédécesseur, M. Lahovary, devant quitter Paris à la fin du mois.

L'ENNEMI DOIT SE REPLIER A L'EST DE RIGA

C'est le "général Hiver" qui intervient en faveur des Russes.

A l'est de Riga, le mouvement de repli des troupes ennemies signalé hier par le communiqué russe est confirmé aujourd'hui par les dépêches allemandes.

Ce mouvement doit s'expliquer par la nature du terrain, dont les pluies d'automne ont fait un marécage impraticable. Mais les mêmes difficultés existent, en dehors du plateau de Wenden, occupé par nos alliés, dans toute la plaine de Livonie et d'Esthonie.

Il est donc probable que les Allemands n'entreprendront, avant l'hiver, aucune opération importante dans ces régions, et que leur offensive dans le golfe de Riga avait simplement pour but de leur procurer des points d'appui pour un avenir encore assez éloigné.

Le transfert à Moscou du gouvernement russe décidé d'une façon définitive.

Le bureau d'information militaire russe nous communique la note suivante :

Le transfert à Moscou du gouvernement provisoire et des administrations centrales a été décidé de façon définitive.

Les Austro-Allemands reprennent l'offensive sur le front italien

Sur le front de l'Isone, une offensive menée par des troupes autrichiennes et allemandes vers la partie septentrionale du plateau de Bainsizza paraît n'avoir jusqu'ici qu'une importance locale.

Les Autrichiens vont recevoir des renforts considérables

ZURICH, 24 octobre. — On télégraphie d'Innsbruck que de nouveaux effectifs et des renforts considérables venant du front russo-roumain sont incessamment attendus sur le front austro-italien.

On affirme qu'à la fin de ce mois se tiendra à Laybach un grand conseil de guerre auquel participerait l'empereur Charles lui-même. (Radio.)

Le nouvel Emprunt national

Ses rentes seront du 4 %. — La souscription sera limitée au chiffre de dix milliards.

Après avoir entendu le ministre des Finances, la commission du budget a adopté hier le projet d'emprunt que M. Klotz déposera cet après-midi sur le bureau de la Chambre.

Cet emprunt, le troisième émis depuis le commencement de la guerre, ne sera pas du même type que les précédents. Les rentes émises seront du 4 0/0, et les souscriptions seront limitées à un capital effectif de 10 milliards, y compris les dépenses de l'opération, qui ne pourront excéder cinq pour mille du montant de l'emprunt.

Le ministre des Finances a recherché, en effet, un fonds qui, conservant le bénéfice de l'exemption d'impôt, présentât un attrait nouveau pour le souscripteur.

Après avoir examiné les diverses données du problème, a-t-il dit, il nous a paru opportun, sans abandonner le type de la rente perpétuelle qui reste le plus populaire en France et qui, d'ailleurs, répond le mieux aux circonstances présentes, de chercher dans un prix d'émission plus éloigné du pair les larges perspectives de hausse susceptibles de retenir particulièrement l'attention du public français, qui a foi dans l'avenir du pays, dans l'essor que prendra, après une paix victorieuse et durable, la fortune nationale.

La suspension pendant vingt-cinq ans du droit de remboursement qui appartient à l'Etat contribuera, on n'en saurait douter, à un bon classement du nouveau fonds.

Le taux d'émission, la date ou la période de mise en souscription, les époques de versements et de paiement des arrérages, les conditions dans lesquelles seront admis à la souscription les bons de la Défense Nationale, les rentes 3 1/2 0/0 amortissables et les arrérages des emprunts 5 0/0 de la Défense Nationale à l'échéance du 16 février 1918, et généralement toutes autres conditions de l'emprunt, seront fixés par décret.

Telles sont les dispositions que M. Klotz a exposées hier à la commission du budget de la Chambre et, ensuite, à la commission des finances du Sénat.

Les interpellations d'aujourd'hui

Le gouvernement se présentera, cet après-midi, au complet devant les Chambres. Comme nous l'avons dit, il n'y aura pas de déclaration ministérielle.

M. Marius Moutet, député socialiste du Rhône, a déposé hier une demande d'interpellation sur la politique extérieure du gouvernement, interpellation qui sera jointe à celle de M. Augagneur sur les raisons qui ont amené le président du Conseil à se séparer de son ministre des Affaires étrangères. Un débat s'engagera donc immédiatement.

MM. Lucien Dumont, Louis Dubois et Aristide Jobert sont inscrits pour prendre la parole.

Au cours d'une réunion qu'il a tenue hier, le groupe de la gauche radicale a examiné la situation politique. Plusieurs de ses membres se sont prononcés contre tout ordre du jour de confiance au gouvernement. Une déclaration serait lue à la tribune au nom du groupe.

Ajoutons que M. Peyroux se propose d'insister pour obtenir la discussion immédiate de son interpellation sur la censure et l'application de la loi de 1881 sur la presse, ou sa jonction aux interpellations de MM. Augagneur et Moutet.

MM. PIERRE LENOIR ET GUILLAUME DESOUCHES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS HIER MATIN

Le mandat d'amener qui les a touchés peut se transformer aujourd'hui, si leurs explications ne sont pas satisfaisantes, en un mandat de dépôt.

Y AVAIT-IL, AVANT BOLO, UNE PART D'ARGENT ALLEMAND DANS LE CAPITAL DU "JOURNAL" ?

Sur l'affaire Bolo s'est greffé hier un grave incident qui provoquera un vif mouvement d'intérêt, mais dont on ne peut pas dire qu'il soit tout à fait inattendu. Nos lecteurs n'ont pas oublié que lorsque la question du premier achat du *Journal* fut mise, si l'on peut dire, sur le tapis du juge d'instruction nous avions été amenés à prononcer les noms de M. Pierre Lenoir, fils de l'agent de publicité bien connu, et de M. Guillaume Desouches, ancien avoué.

Hier matin, MM. Lenoir et Desouches, placés sous mandat d'amener, ont été arrêtés.

Voici la note officielle communiquée hier par le ministère de la Justice relativement à ces arrestations :

Depuis plusieurs jours, sur l'ordre du garde des Sceaux, le parquet de la Seine procédait à d'actives et minutieuses investigations à l'effet de rechercher l'origine des fonds qui, en juillet et août 1915, ont permis à MM. Pierre Lenoir et Guillaume Desouches de constituer une société en vue de l'achat du *Journal*.

L'enquête a révélé les plus graves présomptions que des fonds étrangers auraient servi à réaliser cette opération.

Hier, dans la soirée, M. Raoul Péret, garde des Sceaux, a eu avec M. Lescoué, procureur de la République, un long entretien à la suite duquel il a été décidé qu'une information serait ouverte contre MM. Pierre Lenoir et Guillaume Desouches pour commerce avec l'ennemi.

M. Drioux, juge d'instruction, a été chargé de cette affaire et a fait procéder, ce matin, à l'arrestation des inculpés.

L'origine de l'affaire

On se souvient qu'en janvier 1915 des propositions d'achat furent faites à M. Henri Letellier, propriétaire du *Journal*, par un groupe d'hommes d'affaires, dont M. Pierre Lenoir et M. Guillaume Desouches étaient les représentants. On tomba d'accord sur le prix de vingt et un millions, dont sept comptant, lesquels devaient, croyait-on, être pris par M. Lenoir sur les sommes dont il avait hérité de son père, mort au cours des pourparlers.

Dans la nouvelle combinaison, M. Charles Humbert devenait directeur du *Journal*. Mais bientôt il crut s'apercevoir qu'on cherchait à l'évincer. Mis aussi en défiance par le fait que M. Lenoir s'était réservé une commission d'un million sur les fonds qu'il avait versés, — commission qui n'avait pas de raison d'être si ces fonds provenaient réellement de lui, — M. Charles Humbert se sépara d'abord de M. Desouches, puis de M. Lenoir, et conserva seul la direction du *Journal*, grâce au concours financier de Bolo, qu'il accepta alors — comme on le sait — et qui lui permit de rembourser M. Lenoir.

Mais d'où venaient, en réalité, les fonds apportés par celui-ci ? Son père, a-t-on dit depuis, ne lui avait pas laissé dix millions. D'autre part, la façon dont les versements furent faits au *Journal* — en billets de banque de toute valeur — semblait dénoter le désir de masquer l'établissement d'où ces fonds avaient été retirés.

La justice, depuis, se préoccupait de préciser l'origine de ces fonds. Il faut croire qu'elle ne s'est pas jugée éclairée de façon satisfaisante puisqu'elle a fait procéder à l'opération judiciaire que nous venons de dire.

Simple coïncidence ?

Nous croyons savoir, à la suite de l'enquête à laquelle nous nous sommes livrés, que M. Guillaume Desouches avait parmi ses relations une fort jolie femme, Mlle de B..., mondaine parisienne connue, qui obtint jadis un prix de beauté.

Le divorce du prince Mirko et de la princesse Nathalie

ROME, 24 octobre. — On annonce officiellement que le divorce a été prononcé entre la princesse Nathalie et le prince Mirko de Monténégro. La presse italienne avait déjà annoncé que la princesse avait fait des dé-



PRINCE ET PRINCESSE MIRKO DE MONTÉNÉGRO

marches pour obtenir la dissolution de son union avec le prince Mirko, dont les opinions politiques sont connues.

Il convient de noter que la princesse Nathalie est issue d'une famille serbe animée du plus ardent patriotisme et que, depuis le commencement de la guerre, elle réside dans un château royal en Italie. (Radio.)

Un avion allemand abattu

CALAIS, 24 octobre. — Un avion ennemi qui se dirigeait vers Calais dimanche soir, vers 8 heures, fut abattu à Oye-Plage par notre artillerie.

Or, cette mondaine avait pour ami le prince de Hohenlohe, celui-là même qui passe pour être le chef de l'espionnage allemand en Suisse.

Mlle de B... y faisait de très fréquents séjours. Elle y serait encore aujourd'hui, ayant



M. GUILLAUME DESOUCHES

assure-t-on, quitté au début de la guerre l'hôtel qu'elle occupait dans le quartier Monceau et qui est actuellement à vendre.

Y a-t-il lieu de tirer de cette coïncidence une conclusion relative à l'engagement de pourparlers en vue de l'acquisition du *Journal* ?

Comment se sont opérées les arrestations

MM. Farallog et Darrou, commissaires aux délégations judiciaires, se présentèrent à même temps, à 8 heures du matin, le premier chez M. Desouches, rue Yvon-Villereau ; le second chez M. Lenoir, 1, rue de Messine.

Les inculpés ne firent aucune difficulté pour laisser opérer chez eux des perquisitions et pour suivre les commissaires.

Vers midi ils arrivaient en taxi, quai des Orfèvres, et furent conduits dans les cabinets respectifs des deux magistrats qui leur signifièrent le mandat d'amener lancé contre eux.

Ils déjeunèrent dans les bureaux du quai des Orfèvres. A 1 h. 30, M. Lenoir fut conduit devant M. Drioux.

En présence de M^{re} de Molènes et Arrivain, ses avocats, le magistrat instructeur entendit longuement M. Lenoir, et à 6 heures du soir, l'interrogatoire, n'ayant pas encore pris fin, fut renvoyé à aujourd'hui. Quant à M. Desouches, il ne subit qu'un sommaire interrogatoire d'identité.

Les deux inculpés, consignés à la disposition de M. Drioux, ont passé la nuit dans un des locaux de la police judiciaire.

Aujourd'hui, fin des interrogatoires et confrontation, à la suite desquels le juge Drioux décidera s'il y a lieu de transformer les mandats d'amener en mandats de dépôt. Dans l'affirmative, MM. Lenoir et Desouches seront conduits à la prison de la Santé.

M. Turmel persiste à ne pas répondre

En présence de M^{re} Jacques Bonzon, le juge Gilbert a fait subir hier après-midi un nouvel interrogatoire au député de Guingamp. Celui-ci a persisté dans son singulier système de défense.

Est-il exact, lui a demandé le magistrat, que devant vous rendre en Suisse, afin d'y toucher une somme de 100.000 francs, vous ne le fîtes qu'après avoir reçu une carte portant cette phrase convenue : « Bonjour, Julie » ? Mme Turmel aurait montré cette carte à sa cousine en lui disant : « Tiens, voilà un talsman qui nous a rapporté 100.000 francs. » Persistez-vous à ne pas répondre ?

Monsieur le juge, tant que vous n'aurez pas prouvé que j'ai fait du commerce avec l'ennemi, je ne confirmerai ni n'infirmerai aucune de vos questions, répliqua M. Turmel.

Votre attitude est condamnable et suffit à présumer votre culpabilité. N'oubliez pas que nous sommes en guerre et que nous avons le droit de connaître l'origine de tout argent qui vient d'au delà de notre frontière.

J'ai fait tout mon devoir de représentant du peuple, et c'est parce que j'ai voulu continuer à le faire qu'on m'a arrêté... Je ne répondrai pas à vos questions. C'est sur cette protestation que l'interrogatoire de M. Turmel prit fin.

Bolo et Goldsky interrogés

Le capitaine Bouchardon interrogea hier matin Bolo à la Santé de 9 h. 30 à 11 h. 30, et l'après-midi, de 2 h. 30 à 4 h. 30, Jean Goldsky.

Dans la soirée, le rapporteur a recueilli la fin du témoignage du baron Cuenin. Le témoin a remis avec son volumineux mémoire un certain nombre de documents concernant quelques-unes des opérations financières de Bolo.

SITUATIONS

Brechoire envoyé franco
PIGIER, 63, rue de Rivoli, Paris

Ce jour-là, le cardinal de Bernis, alors ambassadeur de Louis XV auprès du Saint-Siège, revenait, avec le pape, d'une promenade à travers la campagne romaine. Il conte, dans ses mémoires, qu'au moment de franchir la porte du Vatican, le Souverain Pontife vit, sur le mur, quatre lettres gigantesques, tracées à la craie : F. P. Q. P.

Le visage du pape s'était altéré. Vivement, il saisit le bras du cardinal, et, comme les chevaux marchaient au pas, il eut tout le loisir de lui faire remarquer cette inscription singulière.

— Savez-vous, mon ami, demanda-t-il à son compagnon, ce que cela signifie ? M. de Bernis, frappé de l'émotion que manifestait le Saint-Père, répondit évasivement.

— Eh bien, moi, je le sais, reprit le pape. Cela veut dire : *Finita presto questo pontificato*. (Ce pontificat va bientôt prendre fin). Voyez-vous, mon ami, c'est quelque chose comme mon arrêt de mort.

Le cardinal était consterné. Il s'efforça, cependant, de rassurer Sa Sainteté en lui faisant pieusement observer qu'il pouvait n'y avoir là qu'un simple jeu de hasard. Il ajouta que, si l'on voulait s'en donner la peine, on trouverait certainement à l'énigme bien d'autres explications.

Le pape hocha la tête. Puis, il éleva la main, et, dans un geste de lassitude, la laissa retomber sur ses genoux.

De retour dans son palais, M. de Bernis voulut aller voir si l'inscription se trouvait toujours sur la muraille. Mais il réfléchit qu'il était fort connu à Rome, où il tenait table ouverte, que, de plus, on l'avait vu souvent prendre place dans le carrosse pontifical. Sa démarche pouvait être remarquée. Il trouva donc plus sage d'en confier le soin à son secrétaire, M. l'abbé de Villeneuve-Séricourt, homme subtil et réservé.

Cependant, l'abbé revint sans avoir rien découvert.

Sur le mur du Vatican, à la place exacte où elles se trouvaient tout à l'heure, les lettres avaient disparu. Il devenait donc impossible de reconnaître l'intention hostile de celui qui les avait ainsi tracées, pour le pape seul...

Et, mieux que personne, M. de Bernis savait que cette aventure était propre à justifier toutes les appréhensions.

Un an auparavant, en effet, jour pour jour, le 21 juillet 1773, Clément XIV, cédant aux instances du gouvernement français, avait signé, à regret, d'ailleurs, le bref *Dominus ac Redemptor*, qui prononçait la dissolution de l'ordre des Jésuites, sans toutefois le condamner.

Or, le cardinal n'imaginait pas que l'idée d'attenter aux jours du Souverain Pontife pût venir à l'esprit d'un membre de la sainte compagnie. Mais il se disait qu'il n'était pas invraisemblable qu'en dehors d'elle, et à son insu, quelque fanatique eût conçu le dessein de la vengeance. Et la meilleure façon de faire disparaître l'auguste vieillard, usé déjà par l'âge et le labeur, n'était-elle pas de suspendre sur sa tête la sinistre menace ?

De ce jour, en effet, Sa Sainteté tomba dans une sombre mélancolie dont rien ne put la distraire. Bienôt, même, elle ne voulut plus sortir du Vatican. Elle renonça aux promenades qui étaient son seul plaisir, de crainte de voir apparaître, sur la façade de quelque palais ou sur le mur de quelque chaumière, les majuscules fatidiques.

Deux mois s'écoulèrent.

Le 21 septembre 1774, lorsque, vers onze heures du matin, le Saint-Père se mit à table, on remarqua qu'il avait l'air particulièrement soucieux. Son noble visage était presque aussi blanc que la blanche robe qui couvrait ses épaules. Cependant, un sourire débauché errait sur ses lèvres, un pauvre sourire qui semblait indiquer que, conscient de l'éternelle vanité des choses, il était prêt, en toute humilité, à se soumettre aux ordres du Très-Haut.

On servit une pastèque. C'était un fruit qu'il avait en prédilection.

Suivant l'usage, l'officier dégustateur en découpa une tranche qu'il mangea. Puis, sur sa serviette, il essuya soigneusement le couteau humide, et se mit en devoir de découper une seconde tranche pour la présenter au pape.

Le soir, on apprit que l'état du Souverain Pontife — qui, depuis quelque temps, donnait des inquiétudes à son entourage — s'était soudainement aggravé.

Le lendemain, après une courte et douloureuse agonie, il expira.

On soutint alors que si la pastèque offerte au Saint-Père était saine, puisque l'officier de table avait pu la goûter impunément, la serviette sur laquelle ce dernier avait essuyé son couteau avant de détacher la part du pape se trouvait recouverte d'une poudre blanche, presque impalpable, laquelle était un poison aussi sûr que discret...

Mais nul au monde, sur ce point comme sur tant d'autres, n'a jamais pu dire : Voici l'Histoire, et voici la Légende...

Jacques CÉSANNE.

J.-B. PAGES, propriétaire du Restaurant "ELEPHANT" a ouvert IMPERIAL'S RESTAURANT 59, Rue Pigalle (MONTMARTRE)

DEUX LINOTYPES Mergenthaler Standard, à simple magasin, à vendre. Très bon état de fonctionnement. Accessoires et électro-moteur particulier. S'adresser : 88, avenue des Champs-Élysées, Paris.

EN ESPAGNE, LES COMITÉS D'OFFICIERS POSENT LEURS CONDITIONS AU ROI

Ils adressent au souverain un programme de revendications politiques

Après une période d'accalmie, l'Espagne entre de nouveau dans une période d'agitation. Mais cette agitation est confuse, ou, du moins, les nouvelles qui parviennent, soit de Madrid, soit de Barcelone, sont troubles et parfois contradictoires.

Ce n'est plus cette fois, comme au mois d'août, un mouvement social accompagné de grèves. C'est une reprise de ces joutes ou ligues militaires qui s'étaient déjà manifestées à Barcelone au mois de juin et qui, depuis, étaient restées silencieuses.

La crise actuelle a pour origine un conflit entre les comités d'officiers et le maréchal Primo de Rivera, ministre de la Guerre. Celui-ci, ayant refusé de s'incliner devant des organisations jugées par lui contraires à la discipline, ne semble pas avoir été approuvé par le gouvernement. Il a donc donné sa démission, et, si aucun de ses collègues du cabinet Dato ne l'a suivi dans sa retraite, par contre plusieurs généraux se seraient solidarisés avec lui.

Encouragées par ce résultat, les joutes militaires ont formulé un programme qui contient des revendications politiques et qui pose des conditions au roi. En Espagne, et au pays des *pronunciamientos*, le phénomène n'est pas nouveau. Mais il peut devenir grave.

M. Dato, avec son sang-froid ordinaire, paraît résolu à faire face à ces difficultés. Il est fort attaqué des côtés les plus divers, ce qui montre que les candidats à son ministère sont nombreux. La presse réclame des éclaircissements. Cependant les observateurs s'accordent à reconnaître, selon le mot de l'*Imparcial*, « qu'il s'agit de quelque chose de plus qu'une crise ministérielle ». Quelque chose de plus : mais quoi ? Personne n'a l'air de le savoir ni de se hasarder à faire des prévisions. — J. B.

Est-ce von Payer qui succédera à Michaëlis ?

AMSTERDAM, 24 octobre. — Selon les journaux allemands, c'est M. von Payer, leader des progressistes, qui sera le prochain chancelier. (Radio.)

LA HOLLANDE PROTESTE SUR UN TON PEU CONCILIANT CONTRE L'ANGLETERRE

Elle parle de pression « inamicale » à laquelle elle ne cédera pas

LA HAYE, 24 octobre. — Interpellé à la Seconde Chambre sur la question du transit du sable et du gravier d'Allemagne en Belgique via la Hollande, le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il est prêt à publier la correspondance échangée avec les gouvernements allemand et britannique si ces gouvernements l'y autorisent.

Le ministre a déclaré que la Grande-Bretagne n'a pas proposé de soumettre la question à un arbitrage auquel le ministre est personnellement favorable, et, après ce qui s'est passé, le gouvernement hollandais estime que ce n'est pas à lui à faire pareille proposition.

Contrairement à l'opinion du gouvernement allemand, le gouvernement hollandais estime que les traités autorisent seulement à permettre le transit du sable et du gravier non destiné à des usages militaires.

Or, le gouvernement hollandais n'a pas reçu la preuve que le sable et le gravier sont employés à des buts militaires. Quant au transit des métaux de Belgique en Allemagne, le seul transit autorisé est celui des métaux affrétés qui sont extraits dans les fonderies belges du minerai envoyé d'Allemagne dans ce but.

Le gouvernement britannique, voulant forcer le gouvernement hollandais à adopter une attitude que la Hollande considère en opposition avec ses obligations, a pris des mesures menaçant très sérieusement la vie économique de la Hollande et de ses colonies.

Le gouvernement hollandais a protesté vigoureusement contre cette tentative à peine amicale d'exercer une pression sur lui et à laquelle le gouvernement hollandais estime qu'il est impossible de céder.

Le gouvernement espère que cette attitude sera approuvée par les représentants et la nation entière.

[Le gouvernement hollandais, par cette manifestation, montre qu'il ne peut échapper à l'empire germanique et que sa politique est dirigée par la peur de l'empire allemand.]

La victoire de l'Entente libérera seule les neutres terrorisés.]

M. Orlando serait chargé de constituer le nouveau cabinet italien

On télégraphie au Petit Parisien : — Rome, 24 octobre. — Il se confirme pleinement dans les milieux politiques que M. Orlando serait appelé sous peu à former un nouveau ministère national dont il assumerait la présidence.

AUTOUR DE L'ARRESTATION DE MM. LENOIR ET DESOUCHES

Ils affirment l'un et l'autre leur innocence. — Trois perquisitions ont été opérées hier par les magistrats.

C'est après une perquisition qui dura plusieurs heures que M. Desouches quitta son domicile pour le quai des Orfèvres. En route, comme dans le cabinet du commissaire aux délégations judiciaires où il connut les charges qui pèsent sur lui, l'inculpé ne cessa de protester de son innocence, affirmant que celle-ci serait bientôt reconnue.

De son côté, M. Pierre Lenoir déclara n'avoir rien à se reprocher et se dit victime d'un odieux chantage. Il ajouta qu'il n'aurait aucune peine à confondre ses accusateurs.

Trois perquisitions Dans la matinée d'hier, M. Pachot s'est transporté au domicile de Mme Lenoir mère et a procédé à une perquisition qui dura jusqu'à 5 h. 1/2. Le magistrat a saisi des documents qui paraissent intéressants pour l'enquête de M. Drioux.

M. Daru entendit le matin une jeune femme, Mlle Germaine Thouvenin, qui avait été en relations avec M. Lenoir. Il perquisitionna l'après-midi chez une ancienne amie de l'inculpé.

M. Amlin, commissaire de Neuilly, pratiqua dans la matinée la même opération chez une personne habitant cette localité.

Au domicile particulier de M. Guillaume Desouches

Au domicile de l'ancien avoué, un de nos confrères du *Petit Parisien* recueillit cette opinion que M. Desouches — qui a épousé Mlle Bénard, fille du banquier parisien bien connu — « se justifierait et qu'il était tout à fait innocent ».

Comment les fonds parvinrent en France

Le *Petit Parisien* croit savoir comment sont parvenus en France les fonds dont le communiqué officiel dénonce l'origine suspecte. M. Lenoir, qui était mobilisé et détaché au service militaire chargé de la vérification des télégrammes étrangers, avait toutes facilités pour entretenir avec la Suisse une correspondance télégraphique suivie.

Il se rendait, du reste, lui-même, fréquemment en Suisse, muni d'un passeport parfaitement en règle. Il parvint généralement le samedi pour revenir le lundi, en ayant soin d'aviser son chef de service, non pas de son voyage, mais qu'il était souffrant et ne pourrait pas venir au bureau le lendemain. Lorsqu'il s'agissait de faire parvenir en Suisse des lettres adressées à ses correspondants habitant un hôtel d'Ouchy, Lenoir avait recours aux bons offices d'un employé des wagons-lits, avec lequel ses fréquents déplacements l'avaient mis en relation et qui recevait, d'ailleurs, 50 francs pour « ses soins et peines ».

Ce manège durait depuis quelque temps, lorsqu'un beau jour arrivèrent, de Suisse, deux malles mystérieuses que leur apparence et leur caractère mettaient à l'abri de

toute inquisition indiscrète de la douane et qui par la voie d'un intermédiaire que nous ne désignerons pas autrement, apportaient, l'une neuf millions, l'autre un million, constitués par des billets de banque français usagés, particulièrement par des billets de mille francs.

Cependant que l'une des malles d'aspect caractéristique était dirigée vers un établissement financier où l'énorme somme était portée au crédit de Desouches et Lenoir et devait servir d'apport des deux associés dans la combinaison du *Journal*, la seconde malle était amenée au domicile de Lenoir par un émissaire aussi caractéristique que les colis : le jeune prodigue, doté d'un conseil judiciaire, entraînait par ce moyen en possession d'un million.

Un article de M. Charles Humbert

M. Charles Humbert publie ce matin dans le *Journal* un article dont voici les passages les plus importants :

La justice a décidé de demander des explications à MM. Pierre Lenoir et Guillaume Desouches sur l'origine des fonds qu'ils ont affectés, en juillet 1915, à l'achat du *Journal*.

Je ne trouve qu'un mot pour résumer l'impression que me cause cette nouvelle : « En fin ! » Et je suis sûr que l'opinion française, qui veut aujourd'hui toute la lumière sur tout et sur tous, partage mon sentiment.

Oui, d'où venait cet argent qui s'employait, de façon si suspecte, à ce travail obstiné, négligeant toute autre considération, faisant bon marché des intérêts les plus normaux, des préoccupations les plus naturelles ?

Cette énigme, depuis deux ans, me tient anxieux. Aucune réponse acceptable n'y a jamais été faite par les intéressés. Au contraire, ils ont plusieurs fois varié dans leurs dires.

Pour essayer de résoudre le troublant problème, j'ai procédé à des enquêtes. Elles ont abouti à des constatations singulières, étrangement suggestives. Elles ne m'ont pas donné une certitude.

Seule la justice, avec les moyens d'action dont elle dispose, est à même d'aller jusqu'au bout de telles recherches.

Bourse de Paris du 24 octobre 1917

	PARQUET	BOURSE	PREMIER	DU JOUR
5 0/0 non libéré	88.60	88.65	Obli. Fonc. 1895	347.00
5 0/0 libéré	88.60	88.65	— 1903	377.00
4 1/2 0/0 amort.	72.50	72.50	— 1909	202.00
3 1/2 0/0	62.50	62.50	3 1/2 0/0 1912	400.00
3 1/2 0/0	59.00	59.00	5 1/2 0/0 1917 lib.	449.75
Tout 1908	321.50	321.50	5 1/2 0/0 1917 n. l.	312.00
Afrique Occident.	353.00	353.00	Nord	1316.00
1905	545.50	545.50	Est	790.00
1911	375.00	375.00	Nord-Est	910.00
1912	304.00	304.00	Est-Triv.	1901.00
1913	306.00	310.00	Est-Triv.	1901.00
1914	292.00	289.00	Est-Triv.	1901.00
1915	283.50	285.00	Est-Triv.	1901.00
1916	230.00	228.00	Est-Triv.	1901.00
1917	504.00	504.00	Est-Triv.	1901.00
1918	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1919	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1920	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1921	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1922	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1923	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1924	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1925	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1926	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1927	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1928	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1929	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1930	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1931	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1932	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1933	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1934	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1935	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1936	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1937	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1938	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1939	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1940	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1941	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1942	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1943	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1944	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1945	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1946	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1947	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1948	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1949	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1950	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1951	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1952	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1953	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1954	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1955	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1956	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1957	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1958	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1959	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1960	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1961	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1962	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1963	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1964	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1965	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1966	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1967	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1968	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1969	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1970	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1971	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1972	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1973	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1974	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1975	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1976	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1977	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1978	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1979	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1980	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1981	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1982	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1983	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1984	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1985	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1986	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1987	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1988	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1989	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1990	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1991	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1992	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1993	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1994	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1995	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1996	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1997	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1998	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
1999	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00
2000	54.25	54.25	Est-Triv.	1901.00

— S. M. le roi des Belges sera accompagné, dans son voyage en Italie, par M. Carton de Wiart. Le souverain et le ministre se rendront, après les visites officielles, à Florence, au couvent de l'Annonciade, où se trouvent S. A. R. la jeune princesse Maria-José, fille du roi et de la reine des Belges, ainsi que Mlle Carton de Wiart.

— La maison royale d'Espagne a célébré, hier, l'anniversaire de la naissance de S. M. la reine Victoria, née le 24 octobre 1887.

CORPS DIPLOMATIQUE

— S. Exc. M. Lyssakowsky, ambassadeur de Russie auprès du Saint-Siège, a fait visite au cardinal Vanutelli, rentré dernièrement à Rome. Le cardinal a rendu ensuite sa visite à l'ambassadeur.

— S. Exc. le duc d'Amalfi, qui vient d'être nommé ministre d'Espagne au Mexique, et la duchesse d'Amalfi se sont embarqués à la Vera-Cruz.

— La comtesse Wrangel, femme du ministre de Suède à Londres, est de passage à Paris.

CITATIONS

— Le vicomte Guy de Bagneux, capitaine de réserve au 1^{er} régiment de chasseurs à cheval, qui, bien que libéré de toute obligation militaire, a repris du service dès le début de la guerre, vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur avec le plus élogieux des motifs.

— Le capitaine Marchand, de l'artillerie d'assaut (5 campagnes, 2 citations), vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur. Ce vaillant officier est fils du général de division, membre du conseil de la Légion d'honneur.

NAISSANCES

— Mme Robert Meunier du Houssoy, née Pracontal, a heureusement mis au monde une fille qui a reçu le prénom de Nicole.

— Mme Pierre Duvois de Suduirant a donné le jour à un fils : Guy.

MARIAGES

— Le mariage du prince Michel Borissowitch Stichtchbatoff, fils du prince Boris Sergéevitch Stichtchbatoff, avec miss Gali Hughes, fille de feu M. Hughes et de Mme Tolstoy-Miloslavsky, a été célébré à Kislovodsk (Caucase).

— Dans le courant du mois prochain, sera célébré, à Paris, le mariage de don Mario Colonna avec Mlle Dreische.

— A Rennes vient d'être célébré, dans l'intimité, le mariage de M. Yves Delagère, médecin auxiliaire aux armées, fils du chirurgien Delagère, avec Mlle Blanche Montigny, fille de M. Montigny, préfet honoraire, ancien directeur du personnel au ministère de l'Intérieur, trésorier-payeur général d'Ille-et-Vilaine.

DEUILS

— Les obsèques du vice-amiral Caillard, grand-croix de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, ont été célébrées hier matin, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales.

Le deuil était conduit par le gendre du défunt, le capitaine de frégate O'Neill, et par ses petits-fils.

Le ministre de la Marine, M. Ch. Chaumet, était présent, ainsi que le général Florentin, grand-chancelier de la Légion d'honneur, et l'attaché naval de l'ambassade britannique.

— A l'occasion de la seconde assemblée générale annuelle du Comité des intérêts économiques Roubaix-Tourcoing, un service sera célébré à la mémoire des soldats originaires de ces deux villes et de leurs cantons morts au champ d'honneur, ce matin, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires. Tous les réfugiés et soldats permissionnaires sont priés d'y assister.

Nous apprenons le mort :

De M. Jules Chaillet, ancien maire de Chambéry, administrateur de la Banque de France, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à soixante-dix-huit ans ;

Du capitaine Mortimer de Lassence, mort pour la France, dans les Flandres, le 9 octobre ;

Du baron de Fontaine, décédé à Versailles.

BIENFAISANCE

— Les visiteurs viennent très nombreux à l'Exposition Sarlin, organisée au profit des mutilés de la guerre. Ce que Paris compte de grands amateurs d'art passe dans les salons de l'hôtel du 27 de la rue de Courcelles. L'exposition est ouverte de 10 heures à 5 heures. Prix d'entrée : 2 francs.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 12 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Plus que jamais le devoir des parents est de faire donner à leurs jeunes fils une solide formation pratique, qui leur permettra de prendre la suite des affaires paternelles ou de se préparer sérieusement aux carrières industrielles, commerciales, financières, etc.

Cette préparation fait l'objet des Cours, — qui portent sur deux années, — de l'Ecole supérieure des Sciences économiques et commerciales de l'Institut catholique de Paris (74, rue de Valenciennes, 69 arr.).

En voici le programme succinct : Comptabilité, Géographie commerciale, Histoire du Commerce, Economie politique, Marchandises, Publicité, Langues vivantes, Chimie industrielle, Mathématiques appliquées au Commerce, Législation du Travail, Droit usuel, Sténo-Dactylographie, organisées pour permettre aux jeunes gens de suivre en même temps les cours de la Faculté de Droit et de l'Ecole des Sciences de l'Institut Catholique. Les inscriptions sont globales ou par cours déterminé.

A l'usage des jeunes filles, il existe des cours spéciaux : Comptabilité, Sténo-Dactylographie, Langues vivantes, Opérations de Banque, et Préparation à la Capacité en Droit.

Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétaire général de l'Institut Catholique, 74, rue de Valenciennes, Paris (9).

TABLEAUX MODERNES — OBJETS D'ART

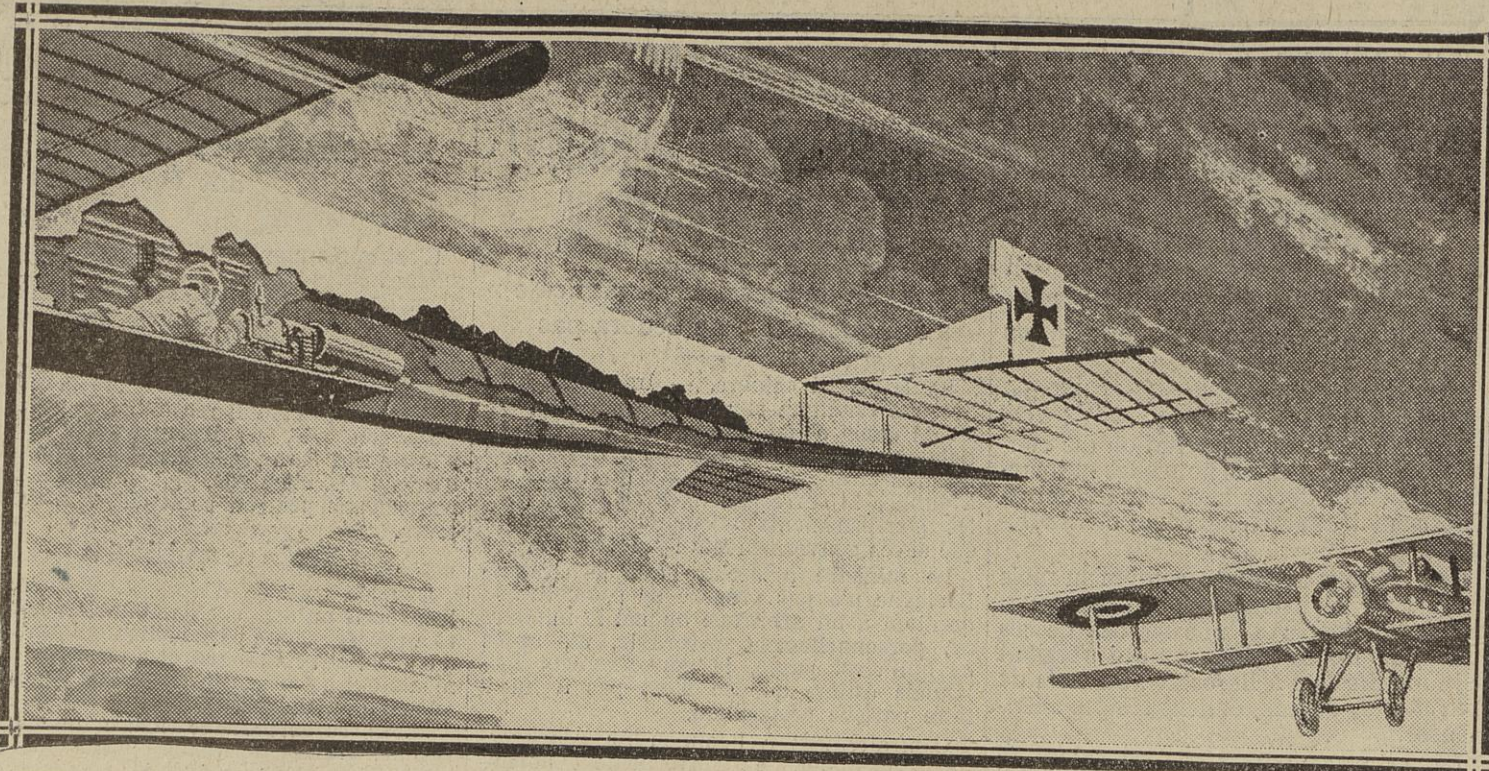
Vente après décès de M. le baron D... Hôtel Drouot, Salle 1, le 27 octobre 1917. Exposition le 26.

Commissaire-Priseur : M. Mauger, suppléant M. Baudouin, 10, rue Grange-Batelière, mobilisé. Experts : MM. Georges Petit, Pauline et Lasquin.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

LA TRIPLE DÉFENSE DES DERNIERS GOTHAS



UNE MITRAILLEUSE EST DISSIMULÉE A L'ARRIERE, DANS LE FUSELAGE DE L'APPAREIL

Le plus récent type de Gotha mis en service dans l'armée allemande est un biplan triplace mesurant vingt-cinq mètres d'envergure et treize mètres de longueur. Il est armé de trois mitrailleuses. La première, montée sur une tourelle à l'avant, est actionnée par le premier observateur ; la seconde, placée derrière le pilote, est confiée au deuxième observateur, ainsi que la troisième, visible sur ce dessin, emprunté au « Scientific American ». Le

dispositif nouveau du « tunnel à mitrailleuse », dans la queue de l'appareil, a pour but de pallier à un grave inconvénient. En général, l'avion est surtout vulnérable par derrière, ses mitrailleuses lui permettant difficilement de repousser une attaque directe comme celle que représente cette gravure. La mitrailleuse dissimulée à l'arrière pourrait donc avoir de gros avantages pour la défense. Reste à savoir ce que cette innovation donnera dans la pratique.

B L O C - N O T E S

VOUS ouvrez votre journal, et vous dites :

— Tiens ! Bolo connaissait Rochette ?

Je vous défie de ne pas ajouter sur-le-champ...

— Ce n'est pas étonnant.

Nul ne vous avait dit encore que Bolo eût eu des relations avec Rochette. Mais vous étiez tout prêt à recevoir sans surprise cette révélation. Deux « financiers » de cette sorte ne pouvaient pas ne s'être pas rencontrés, pour la simple raison qu'on se reconnaît plus aisément sur les chemins de traverse que sur la grand-route. Peu importe lequel d'entre eux dit d'abord bonjour à l'autre. Ce fut seulement le plus prompt et qui était le moins chargé de bagages.

En effet, la profession périlleuse et animée qu'ils avaient tous deux embrassée ne compte pas beaucoup de membres. S'il vous était venu à l'esprit, voilà quelques années, de ramener au Venezuela le président Castro, à quel financier, je vous prie, vous seriez-vous adressé, sinon à Rochette ? Et si, l'année dernière, vous aviez voulu raccommoder l'ancien khédive avec l'Angleterre, quel intermédiaire eussiez-vous choisi, plutôt que Bolo ? Rochette aussi, jadis, voulait acheter des journaux. Et Rochette voulait fonder la Banque du Venezuela, comme Bolo la Banque catholique. Et l'un achetait du papier, et l'autre du cacao. Tout le papier, tout le cacao...

Quelle différence entre eux ? Aucune, sauf la date de leur emprisonnement. Rochette, laissé en liberté quelques années de plus, fut devenu exactement ce qu'était devenu Bolo. Je veux dire qu'il se fut assuré de brillantes relations et que de « hautes personnalités », pour parler la langue de nos jours, lui eussent donné leur garantie. Il vient un moment, dans la vie de ces aventuriers, où ils sont tout prêts de faire figure d'honnête homme. Ils ont franchi la zone des petites escroqueries qui sautent aux yeux du premier policier venu. Ils se promènent dans le champ des grandes affaires. Encore quelques pas et ils auront atteint la retraite où ils braveront la justice. Ils ne sont pas encore au château, mais ils ont quitté la villa. C'est à ce moment que le Destin se montre.

quand il est en humeur vengeresse. Mais je ne garantis pas qu'il n'ait jamais laissé échapper personne...

Louis LATZARUS.

Celui qui s'en va

M. Ribot est parmi nos hommes politiques un de ceux qui ont été le plus souvent et le plus longtemps ministres. Il a eu une carrière extrêmement brillante, qu'il a commencée très jeune en important de haute lutte le titre de premier secrétaire de la Conférence des Avocats, ce qui est une manière de grand prix d'éloquence... future.

C'est à ce titre qu'il dut d'être à la fleur de l'âge substitué à Paris, puis, toujours à un âge fort tendre, directeur des grâces au ministère de la Justice.

Mais voici un détail curieux qui a été donné par un de ses anciens compagnons à la Faculté de droit. Un moment, paraît-il, il avait rêvé une vie tout autre : il songait au professorat et avait voulu se présenter à l'Ecole Normale.

Professeur ! M. Ribot professeur ! Cela ne l'aurait sans doute pas empêché de faire de la politique, car il y a des grâces d'état. Mais peut-être eût-il suivi la carrière universitaire jusqu'au bout, peut-être serait-il devenu recteur, et il est certain qu'il eût été impossible d'imaginer une plus belle prestation pour un chef d'Université.

Rappelez-vous l'époque où, au début de l'année, les Universités processionnaient, recteurs et professeurs en tête, en leurs pittoresques costumes. Voyez les tableaux que ce souvenir a inspirés et dont on a décoré, par exemple, la Sorbonne, et dites si la belle figure de M. Ribot, en bonnet carré, en longue robe moirée, n'eût pas superbement paru en tête d'un de ces cortèges.

Celui qui vient

Si, d'après les principes modernes, la diplomatie ne doit plus être secrète, les diplomates doivent toujours être discrets.

La discrétion est une qualité que possède au plus haut point M. Barthou, notre nouveau ministre des Affaires étrangères. Mais il ne suffit pas d'être personnellement discret, il faut encore avoir des moyens de défense contre l'habileté des indiscrets.

M. Barthou en a trois, dont l'effet est à peu près inimmuable.

La conversation menace-t-elle d'aborder un terrain réservé ? Comme par hasard, M. Barthou se met à faire l'éloge de la gymnastique suédoise. C'est à elle qu'il doit

sa remarquable vigueur et son excellente santé. Pas de meilleur moyen pour un homme d'étude de combattre les ankyloses que le travail de cabinet peut faire craindre.

M. Barthou parle de cette panacée avec enthousiasme.

Au besoin, pour convaincre son interlocuteur — et l'écartier du terrain brûlant — il lui en donnera séance tenante une leçon.

D'autres fois, avec des interlocuteurs d'autre complexion, M. Barthou annonce qu'il vient d'enrichir sa collection de quelques nouveaux autographes sensationnels. Il les montre, il les fait admirer, il en détaille les beautés avec des tendresses de père et une jalousie d'amant.

Le fait est qu'il en a de fort curieux, et il ne paraît pas homme à se laisser tromper par un fabricant genre Vrain-Lucas — excellente disposition pour un ministre des Affaires étrangères.

Enfin, troisième moyen, M. Barthou parle de ses œuvres littéraires. Quand il était président du Conseil, au moment où l'on attendait d'un instant à l'autre l'explosion de la seconde guerre balkanique, comme un curieux essayait d'avoir le dernier thuyau diplomatique, M. Barthou répondait : — Je viens de faire un tour chez les libraires du boulevard ; mon « Mirabeau » se vend très bien.

Il ne fera pas de diplomatie secrète, mais bien malin sera celui qui lui fera dire ce qu'il ne voudra pas dire !

LE PONT DES ARTS

Une nouvelle revue, très jeune et très vivante, nous est annoncée pour novembre. Elle portera ce titre prometteur et frais : les Lettres nouvelles. Au sommaire du premier numéro on trouvera les noms de Mme de Noailles, de MM. André Gide, Maurice Maeterlinck, André Billy, Pierre Benoît, Spilner, André Germain. Un inédit de Barbey d'Aurevilly.

M. Adrien Mithouard n'est pas que l'admirable maire de Paris que cette guerre nous a révélé. C'est aussi un poète subtil et le premier théoricien de l'idée d'occident. Il fonda naguère une revue pour soutenir cette idée, éminemment politique. Aujourd'hui il s'occupe de réunir un ouvrage définitif quelques-uns de ses essais les plus caractéristiques sur ce qu'il appelle « la Formation française ».

M. Louis Carpeaux, le fils du grand sculpteur, va publier *Mes Amoureux à Bourbon*. Amour et troupes, ah ! la folie et double diversion aux soucis de l'heure présente ! Et Bourbon, n'est-ce pas une vieille terre française ?

LE VEILLEUR.

THEATRES

Odéon. — Les deux premières représentations de *La Souris*, de Pailleron, seront données dimanche en matinée et en soirée. On sait que les débuts d'Edouard Pailleron eurent lieu à l'Odéon, avec *Le Parasite*, qui fut joué sous la direction de La Romaine.

La propagande par le ciné. — Aujourd'hui, à 2 h. 30, au Trocadéro, aura lieu la représentation organisée au bénéfice de l'œuvre du « Cinéma aux permissionnaires », sous la présidence de M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts.

Yser, Dixmude, la Marne, Verdun : depuis ces dates mémorables et glorieuses l'expansion de notre force militaire n'a fait que s'accroître et s'affirmer. C'est ce que nous démontrera le film *La Puissance militaire de la France*, édité par le service cinématographique de l'armée et présenté pour la première fois au public.

Les Trente Ans de Théâtre. — Ce soir, au Casino Montparnasse, rue de la Galté, 338, gala populaire des Trente Ans de Théâtre.

Capucines. — Ce soir, à 8 h. 15 très précises, répétition générale de *A part ça...*, revue en 2 actes de Rip, interprétée par Mmes Nina Myral, Renée Rysor, Andrée Divonne, Denée, Saphyr, Florelle, Grey, Dolsy, Fontunio, Ronceray, Davia, Arly et Paulette Duval : MM. Berthez, André Luguet, des Mazes, Hédouin, Georges Lambray, Courbet. Demain soir vendredi, première représentation.

Caumartin. — *Come along !*, la revue franco-américaine, obtient un succès fou, c'est devant des salles combles que le rideau se lève tous les soirs. Il est prudent de louer ses places par téléphone. Louvre 07-36. Matinées, samedis et dimanches, à 2 h. 45. Tous les soirs, à 8 h. 45.

NOUVEAU-CIRQUE. 251, rue Saint-Honoré. Métro Opéra, Concorde, Madeleine. Matinée et Soirée. — FORMIDABLE PROGRAMME. *Mais c'est Navarre*, Paul Gordon, etc. 20 vedettes et attractions inédites.

Cet après-midi : Comédie-Française, 1 h. 30, les Femmes savantes, *Blanchette*.

Opéra-Comique, 1 h. 30, la Tosca, les Noctes de Jeannette.

Odéon, 2 h., *Attila*, les Grâces.

Gaité-Lyrique, 2 h. 30, la Muette de Portici.

Trianon-Lyrique, 2 h. 15, la Dame blanche.

Ba-Ta-Clan, 2 h. 30, la revue *Cette à Miss*.

Dans les autres théâtres, même spectacle que le soir, sauf pour l'Ambigu, Edouard-VII, le Grand-Guignol, la Porte-Saint-Martin et la Scala, qui n'ont pas de matinée le jeudi.

Ce soir :

Comédie-Française, 7 h. 45, la Course du Flambeau.

Opéra-Comique, 7 h. 30, *Marouf, svelteur du Caire*.

Odéon, 7 h. 45, *L'Affaire des poisons*.

Gaité-Lyrique, 8 h., les Pêcheurs de perles.

Trianon-Lyrique, 8 h., *Ma Mlle Rosette*.

Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 45, la Femme de son mari.

Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*.

Vauvilliers, 8 h. 15, la Revue.

Châtelet, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, 2 h., jeudi et dimanche, le Tour du monde en 80 jours.

Palais-Royal, 8 h., *Madame et son filleul*.

Ambigu, 8 h., le Système D.

Antoine, 7 h. 45, le Marchand de Venise.

Athénée, 8 h. 30, les Dées de l'amour (Leriche).

Grand-Guignol, 8 h. 30, la Grande Epouvante.

Michel, 8 h. 30, *Plus ça change...*

Th. Béjart, 8 h. 30, *Une Revue chez Béjart*.

Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer*.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les Nouveaux riches.

Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*.

Cluny, 8 h. 15, *Chantecœur*.

Edouard-VII, 8 h. 45, le Feu du voisin.

Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*.

Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, la Revue avec Mistinguett.

Th. Caumartin, 8 h., *Come along !*.

Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, à 8 h. 30 : matinées jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

MUSIC HALLS

Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dimanche.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15. Une nuit au pays du feu. Loc. 4, r. Forest, 10 à 12 et 15 à 17. Tel. Marc. 16-73.

Cinq femmes pour un mari

Le jury, après avoir entendu le réquisitoire de l'avocat général Lyaumeny et les plaidoiries de M^{es} Alexandre Zévaès et Comby, a rendu, hier, son verdict dans l'affaire du polygame Victor Saglier.

Les inculpés ont été condamnés : Victor Saglier à dix ans de travaux forcés et vingt ans d'interdiction de séjour, et Maria Lefèvre à cinq ans de travaux forcés et cinq ans d'interdiction de séjour.

La cour statuera aujourd'hui sur les conclusions de M^{es} Tourey-Pialat, Gaudon et Poujoud pour les parties civiles.

KREMLIN-BICÊTRE, propriété 1.075 m avec ateliers

7, rue de la Chapelle, 33 ang. M. à px 25.000 fr. A adjuger Ch. Not. Paris, 6 nov. BREVETÉ, not. 21, av. d'Italie.

EXPÉDIT. HOLLANDE, OIGNONS, etc. J. VINCENT YANNEZ

CONSTIPATION Le plus doux, agréable et efficace des laxatifs

Comprimés DOZIERES (2 frs la boîte) Les exiger des pharm. ou de Labor. Doziers, St-Brieuc, G.-du-S.

SANTÉ DES DAMES

Nombreux sont les accidents critiques qu'on observe chez la femme, soit à l'époque du RETOUR D'ÂGE, l'âge critique entre tous. Ce sont des irrégularités, des malaises, des bouffées de chaleur, des vertiges, des étourdissements et des angoisses, accompagnés souvent d'hémorragies diverses et plus ou moins abondantes : ce sont des palpitations de cœur, des douleurs et des névralgies ; parfois la femme souffre de dyspepsie, de gastralgie et de constipation purement nerveuse. En fin la mauvaise circulation du sang engendre une foule de maladies telles que les varices, la phlébite, les hémorroïdes et les congestions de toute nature. Il existe cependant un remède qui prévient, guérit ou améliore tous ces infortunes : c'est

l'Elixir de VIRGINIE NYRDAHL

uniquement prescrit par le corps médical contre ces affections.

On n'a qu'à découper cette annonce et l'adresser à : Produits NYRDAHL, 30, rue de la Rochefoucauld, Paris. Pour recevoir franco la brochure explicative de 50 pages.

TOUTES PHARMACIES

La SAMARITAINE

vient d'ouvrir 27, B^{re} des Capucines, une

Succursale de luxe

où l'on trouve tout ce

qui concerne la toilette

d'une femme élégante.

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes

Laboratoires FIEVET, 53, r. Réaumur.

La ble 5 f. 50 c. mand.

COMMISSAIRES-PRISEURS

BABY CID

Torpédo 1917, 7 HP, magnéto Bosch. Accessoires d'automobile. Vente cour Hôtel Drouot, le 27 octobre, à 4 h. 1/2. M^{re} LYON, Commiss^{re} Pris^r, 29, rue Le Peletier.

JE GUERIS LA HERNIE

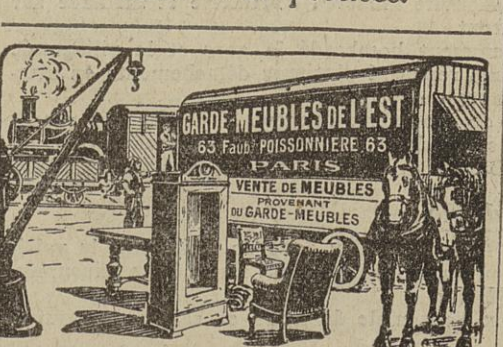
Nouvelle Méthode de Ch. Courtois, Spécialiste, 30, Faubourg Montmartre, 30, Paris (10) (1^{er} étage). Cabinet ouvert tous les jours de 9 à 11 et de 2 à 6 heures.

CHEMINS LOMBARDS BANQUE 7, rue La Fayette, Paris

Reconnuements gratuits

Montres

Longines Élégantes et précises.



Achat de tous meubles dont on veut se débarrasser.